Élections : une soirée-débat pour parler précarité énergétique



PRÉCARITÉ

10/06/2022

À l'occasion des élections législatives, le Secours Catholique organise des rencontres, un peu partout en France, pour porter auprès des candidats ses

propositions et pour donner la parole à celles et ceux qu'on n'entend pas assez. À Sainte-Bazeille, dans le Lot-et-Garonne (47), des familles accompagnées par l'association, des bénévoles et des candidats ont échangé sur la précarité énergétique.

« *J'ai 31 ans. Je suis locataire d'un petit appartement et j'ai de gros soucis d'isolation. L'été, il fait beaucoup trop chaud, j'ai juste une fenêtre en forme de hublot pour tenter d'aérer. L'hiver, il fait trop froid, malgré un petit radiateur 'grille-pain' poussé à fond. Les factures sont énormes, pour un résultat nul. J'ai honte de proposer à des gens de venir chez moi.* »

Bénévole au Secours Catholique depuis quelques mois, Damien* interpelle les trois candidats aux élections législatives présents à la salle de fête de Sainte-Bazeille en cette fin d'après-midi du mois de mai.

Martine Calzavara (LR), Christophe Courrègelongue (PS/Nupes) et Alexandre Freschi (Renaissance/LREM, député sortant) écoutent les personnes directement concernées par la précarité énergétique et apportent des éléments de réponse situation par situation, après chaque intervention.

> *Je voulais être présent ce soir car je m'inquiète pour mes neveux, et parce que j'aimerais que les choses bougent enfin.*
>
> Damien

Damien enchaîne : « *Le cas de ma sœur est également intenable. Elle vit avec ses deux enfants de trois ans et cinq mois dans un logement humide en permanence. Il y a des moisissures partout sur les murs. Je voulais être présent ce soir car je m'inquiète pour mes neveux, et parce que j'aimerais que les choses bougent enfin.* »

Malgré plusieurs tentatives, les locataires n'arrivent pas à convaincre leurs propriétaires de faire les travaux nécessaires. « *Ce que vous décrivez, ce sont des passoires thermiques. Or, il y a des règles, il y a des lois : aujourd'hui, on n'a tout simplement pas le droit de louer de passoires thermiques ou d'habitats indignes* »,

rappelle Christophe Courrègelongue (PS/Nupes) (Ndrl : les logements avec une forte consommation d'énergie, appelés « *passoires thermiques* », vont être interdits à la location à partir de 2023).

Pourtant, ces situations sont loin d'être isolées dans le Périgord Agenais. Ce jour-là, témoigne aussi Caroline, qui vit avec ses cinq enfants dans une maison où les trois mètres de hauteur sous plafond accentuent encore la mauvaise isolation. « *Il faut que les autorités agissent. Il faut que les élus se mettent un peu à notre place* », s'exclame-t-elle.

Il y a également Mireille, qui a vu ses factures d'électricité atteindre des sommets, alors qu'elle passe l'hiver avec trois édredons sur les épaules et vit avec une pension d'invalidité de 600 euros. Elle prend la parole car elle ne supporte plus de vivre comme ça. Elle souhaite que les candidats l'écoutent, prennent acte de ce quotidien devenu impossible.

« il y a un vrai manque de logements locatifs »

« *J'entends bien votre détresse* », lui répond Alexandre Freschi (Renaissance/LREM), avant de présenter quelques actions mises en place durant son mandat. « *Nous avons connaissance de problèmes sur le territoire mais il faut savoir qu'il y a un vrai manque de logements locatifs. Les personnes n'ont pas le choix, prennent ce qu'elles trouvent… Et ce sont parfois des locations indignes, pas respectueuses* », déplore-t-il.

« *En Dordogne et dans le Lot-et-Garonne, il y a en effet beaucoup d'habitations anciennes, peu ou mal entretenues, énergivores et absolument pas aux normes,* ajoute Gilles Denesle, bénévole référent précarité énergétique sur le secteur. *Quand les personnes qui vivent dans ces passoires thermiques viennent nous voir, on leur propose un accompagnement spécialisé. On les aide à planifier un diagnostic, à s'orienter pour recevoir des subventions, à construire un plan de financement pour lancer des travaux.* » Un « coup de pouce financier » ponctuel ne sert à rien : les montants à engager sont généralement énormes.

Aujourd’hui, transformer une passoire thermique en logement décent coûte entre 15 000 et 16 000 euros. Et, en moyenne, 40 % du coût de ces travaux reste à la charge des ménages… Comment donc soutenir ces ménages, sachant que la rénovation de leurs logements est également fondamentale pour limiter la consommation d’énergie et respecter l’environnement ?

La rencontre du 19 mai a pour objet de soulever toutes ces questions, dans une atmosphère conviviale et participative. « *Nous avons choisi de démarrer la soirée par la diffusion d’un film relatant la situation d’une famille qui, en quelques mois, se retrouve dans une grande précarité énergétique* », explique Jean-Michel Lagaüzere, référent plaidoyer pour la délégation du Périgord Agenais.

engrenage

« *Cet engrenage peut toucher chacun de nous : on l’entend, plusieurs personnes ici sont directement concernées. Les inviter à témoigner de leur réalité et proposer aux candidats de leur répondre en direct est pour nous indispensable.* »

En réaction à l’un des récits, Martine Calzavara (LR) pointe aussi la nécessité d'avoir « *une vision globale du sujet. L’ensemble du territoire est paupérisé, pas très dynamique. Nous devons tenir compte de tous les acteurs, locataires comme propriétaires.* »

Entre la diffusion du film et la session plénière, Gilles Denesle et Hadrien Legallet, chargé national de la thématique précarité énergétique, détaillent les propositions du Secours Catholique aux trois candidats aux élections législatives.

Une occasion de partager avec eux les constats, les inquiétudes et recommandations. Ils font notamment valoir qu’« *un accompagnement social et technique adapté doit être proposé à chaque ménage afin que la rénovation puisse être menée à son terme* ».

> *C’était très important pour nous de pouvoir nous exprimer haut et fort. Et nous avons apprécié la venue des trois candidats, car cela montre qu’ils s’intéressent à ce que l’on vit.*

Une participante

Pour répondre à l’urgence sociale et climatique, le Secours Catholique appelle dans son plaidoyer à la mise en place d’une politique de lutte contre la précarité énergétique qui soit ambitieuse et globale. « *Pour que le reste à charge des ménages les plus modestes ne dépasse pas l’euro symbolique, les aides publiques doivent être augmentées de façon significative* », enchérit Gilles Denesle.

Coconstruit par les équipes et familles de la délégation du Périgord Agenais, l’événement organisé à Sainte-Bazeille avait bien pour ambition d’échanger au local sur une problématique d’envergure nationale. De diffuser les propositions de l’association aux futurs élus. D’interpeller l’échelon politique pour faire évoluer les situations.

« *On ne sait pas encore si ces échanges auront un impact,* confie une participante. *Ceci dit, c’était très important pour nous de pouvoir nous exprimer haut et fort. Et nous avons apprécié la venue des trois candidats, car cela montre qu’ils s’intéressent à ce que l’on vit.* »

* *prénoms modifiés*

En savoir plus : **toutes les propositions du Secours Catholique** pour combattre la pauvreté

Anne-Lucie Acar Crédits photos : © Sébastien Le Clézio / Secours Catholique

https://perigordagenais.secours-catholique.org/notre-actualite/elections-une-soiree-debat-pour-parler-precarite-energetique